

LA SÉCU, ELLE EST À NOUS, BATTONS-NOUS POUR LA GARDER !

Rémunération du travail et Sécurité sociale se trouvent confrontés à une forte offensive libérale. Travailler plus longtemps pour toujours moins de rémunération et de protection sociale, telle est la doxa libérale des gouvernements Macron depuis 2017, et celle de Barnier est dans la continuité. Sous couvert de « déficit », ce gouvernement va prendre de nouvelles mesures pénalisant les assurés sociaux. Pour Solidaires, le mal dont souffre la Sécu, ce ne sont pas les dépenses excessives mais plutôt le manque de ressources.

LA SÉCU, UNE QUESTION DE RÉPARTITION DES RICHESSES

La répartition entre la rémunération du travail, cotisations sociales comprises, et rémunération du capital ne cesse de se déséquilibrer. En témoigne le flot montant de dividendes versés aux actionnaires des entreprises du CAC 40. Il atteint 68,7 Md € en 2023 contre 67,5 Md € en 2022 et 57,5 Md € en 2021.

Les capitalistes veulent toujours plus réduire les « coûts » salariaux pour distribuer toujours plus de dividendes aux actionnaires.

Salaires bloqués, égalité salariale F/H en berne : autant de recettes en moins pour la Sécu, puisque les salaires sont la base des cotisations sociales.

Les libéraux voudraient augmenter les salaires en baissant la part salariale des cotisations sociales : cette fausse bonne idée menace en réalité le financement de notre protection sociale. Notre salaire c'est à la fois notre salaire net mais aussi notre salaire socialisé (les cotisations) qui sert à payer la maladie, la retraite et le chômage. En réalité, ces gouvernements ne cherchent pas à augmenter les salaires mais surtout à maintenir et conforter les profits.

Et faute d'une politique volontariste pour l'emploi, le chômage perdure (de plus en plus souvent non indemnisé, du fait du durcissement des règles d'indemnisation). Là encore des recettes en moins.

LE MYTHE DU TROU DE LA SÉCU : OÙ SONT LES RECETTES ?

Pour apeurer et choquer, un déficit de 17 Mds € est déjà annoncé pour 2027 ! Les mêmes avaient prévu des déficits pour 2021 et 2022 alors que ce furent des années d'excédent. Et plutôt que de rechercher des recettes, le gouvernement ultra-libéral veut réduire les dépenses : remboursements, augmentation du ticket modérateur hospitalier, ou quasi-absence de financement de la perte d'autonomie génèrent d'importants restes à charge. Ce sont les assurés qui vont payer soit de leur poche, soit en payant une complémentaire privée, tout cela pour des services de santé de plus en plus dégradés.

Présenté comme une donnée comptable et budgétaire, le « trou de la Sécu » n'est en fait rien d'autre qu'une construction politique pour réduire les dépenses de Sécu et faire payer les salariés et retraités : les 80 Md € par an d'allègements de cotisations en sont en fait largement



la cause, ainsi que le refus catégorique d'augmenter les cotisations patronales.

Le gouvernement Macron poursuit sa logique mortifère pour la Sécu : c'est ainsi que le PLFSS 2025 (Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale) prépare de nouvelles coupes dans les dépenses publiques de Sécurité sociale, par exemple sur les affections longue durée. On est bien loin du principe de solidarité fondateur de la Sécurité sociale.

Privatisation rampante de la sécu par le développement de complémentaires privées, individualisation et développement des inégalités : voilà le résultat des politiques libérales.

RÉPONDRE AUX BESOINS ET REFONDER LES SOLIDARITÉS AVEC LE 100 % SÉCU

Pour Solidaires : à chacun selon ses besoins ! Et non plus selon ses moyens. Stoppons cette dérive !

Nous revendiquons le 100 % Sécu (en intégrant les complémentaires santé dans le régime général) avec un accès aux soins égal pour tous et sans avance de frais.

Nous réclamons l'abrogation des franchises et la fin des dépassements d'honoraires.

Nous voulons un grand service public de la santé et aller vers la fin de la médecine libérale.

Nous réclamons de nouveaux droits en matière d'alimentation, de logement et d'environnement et pour cela nous voulons aller vers une Sécurité sociale de l'alimentation, du logement...

MIEUX PARTAGER LA VALEUR AJOUTÉE, FRUIT DU TRAVAIL DES SALARIÉ-ES

Pour Solidaires il faut :

- en finir avec les 80 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales patronales,
- augmenter les cotisations sociales patronales,
- mettre en place une cotisation sur les dividendes des actionnaires.

Le travail étant seul créateur de richesse, il faut réfléchir à un financement de la Sécurité sociale reposant sur la valeur ajoutée avant répartition entre salaire et profit, afin d'éviter sa captation par les capitalistes.

LA SÉCU, ELLE EST À NOUS !

Nous ne voulons pas de cette société-là, qui brise les solidarités et fragilise les plus précaires. Ce n'est ni à l'État et au gouvernement ni au patronat de décider à notre place. C'est à nous de décider des dépenses et des recettes. Nous souhaitons une Sécurité sociale gérée par les assurés sociaux.

Pour reconquérir notre Sécu, il faut nous battre. Dès maintenant, agissons. Le débat sur le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale 2025 sera un premier moment de mobilisation pour défendre nos acquis et améliorer nos droits.

SYNDIQUE-TOI !



Union
syndicale
Solidaires

@UnionSolidaires
 @UnionSolidaires
 @union_solidaires
 @unionsolidaires@syndicat.solidaires.org
 <https://t.me/solidaires>
 @syndicat.solidaires